

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 14/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)

ZI de la Brohinière
BP 24
35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE

Références : UD35/2022-271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC) implanté ZI de la Brohinière BP 24 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du signalement, par l'Office Français de la Biodiversité, d'un état dégradé des eaux qui transitent par le fossé qui jouxte les installations. Ces eaux comprennent les eaux pluviales provenant de l'installation AOC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)
- ZI de la Brohinière BP 24 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005503525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations sont spécialisées dans le stockage des céréales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Descriptif du réseau des eaux pluviales
- Gestion des réseaux et des équipements de traitement
- Surveillance réalisée sur les eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats faits sur site interpellent quant à la gestion et à la surveillance des eaux pluviales de l'installation par l'exploitant. Des analyses, sur les polluants réglementés, sont encore à réaliser pour qualifier l'état des eaux pluviales en sortie d'installation mais il a déjà été observé les faits suivants :

- La voirie est couverte de poussières et de grains de céréales, ce qui peut affecter les eaux notamment en cas de stagnation ou de fermentation ;
- Le débourbeur / séparateur d'hydrocarbures est rempli à bien plus de la moitié, ne lui permettant pas d'assurer ainsi son rôle de traitement ;
- La fonction du bulleur installé dans la lagune interroge et son éventuel rôle en matière de décantation des matières en suspension semble de fait limité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux pluviales – VLE AP	Arrêté Préfectoral du 09/07/1998, article 4.4	/	Sans objet
Eaux pluviales – Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	/	Sans objet
Eaux pluviales – Traitement des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 34	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux d'eaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat relatif à l'état du séparateur / débourbeur est grave et nécessite une action immédiate de l'exploitant. Par ailleurs, l'Inspection souhaite vérifier que cet équipement est correctement dimensionné au regard de ses usages. De mesures pourront être proposées par suite.

L'absence de surveillance des eaux pluviales rejetées ne constituent pas une non-conformité en l'état de la rédaction de l'arrêté préfectoral et des arrêtés ministériels applicables à l'installation. Toutefois, elle dénote d'une absence de prise en compte des enjeux relatifs à la pollution des eaux de surface par l'exploitant.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint, par les analyses qui sont demandées à l'exploitant, a pour objectif de qualifier l'état des eaux pluviales en sortie d'installation. Les résultats pourront également être utilisés afin de vérifier la part de responsabilité de l'installation dans une éventuelle pollution du milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir un plan des réseaux d'eaux qui, même s'il ne représente pas les secteurs collectés, permet de comprendre la gestion des eaux pluviales sur le site.</p> <p>Le site est en pente. Les eaux pluviales sont naturellement orientées vers la partie basse du site, à proximité de l'entrée. Un premier réseau collecte les eaux pluviales de la partie Est du site (toitures et voiries), les eaux issues de la station de lavage des véhicules et les eaux issues du pompage des remontées de nappe dans les sous-sols des installations. Ces eaux sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone après avoir transité dans un bassin de type lagune non étanche. Un deuxième réseau collecte les eaux pluviales issues de la partie Ouest du site (toitures et voiries). Il rejoint le réseau des eaux pluviales au niveau d'un second point de rejet non visible.</p> <p>Les eaux transitant par cette partie du réseau des eaux pluviales de la zone rejoignent, de l'autre côté de la route communale, un fossé qui jouxte les installations LE GOUSSANT et qui chemine jusqu'à la rivière GARUN.</p> <p>Les eaux signalées comme dégradées sont visibles au niveau de la buse située sous la route communale et dans le fossé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales – VLE AP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/1998, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales – VLE AP
Prescription contrôlée : En aucun cas, elles (les eaux pluviales) ne sont rejetées dans le réseau collectif des eaux usées. Elles sont évacuées dans le milieu naturel, après avoir transité au travers un, ou plusieurs, ouvrage(s) tampon(s) étanche(s) régulateur(s) de débit, séparateur d'hydrocarbures permettant de garantir au droit du rejet, les caractéristiques des eaux ci-après : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• Hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;• DCO : 125 mg/l ;• MES : 35 mg/l. Le bassin prévu pour servir de réserve incendie sera compartimenté pour permettre un stockage de 240 m ³ d'eaux propres en permanence.
Constats : Des réserves incendie ont été installées par la commune au niveau de la zone d'activité en lieu et place du bassin de 240 m ³ . Aucune analyse qualitative des eaux pluviales n'a pu être présentée par l'exploitant, ce qui ne permet pas de positionner les rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans le cadre de la demande de l'inspection (voir observation 2022-02), les résultats d'analyse transmis par l'exploitant seront comparés aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et des suites pourront être proposées sur cette base.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales – Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales – Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection réalisée ce jour fait suite à un signalement d'une mauvaise qualité des eaux présentes au niveau du fossé qui jouxte l'installation LE GOUessant et où les eaux pluviales de l'installation AOC transitent. <u>Demande de l'Inspection 2022-01 :</u> Au regard du contexte dégradé des eaux qui transitent par le réseau d'eaux pluviales et le fossé qui jouxte l'installation LE GOUessant, où les eaux pluviales de l'installation AOC transitent également, l'Inspection demande la réalisation d'une campagne d'analyse des eaux pluviales rejetées par l'installation AOC. Les analyses sont à réaliser : <ul style="list-style-type: none">• Sur chacun des réseaux Ouest et Est, au plus proche des points de rejet des eaux pluviales de l'installation dans le réseau des eaux pluviales de la zone ;• Sur les eaux issues de la station de lavage des véhicules, avant mélange de ces dernières avec les autres eaux du réseau et après le débourbeur / séparateur, sauf si le mélange des eaux se fait avant le séparateur auquel cas une analyse complémentaire après le séparateur est nécessaire (analyse des eaux en mélange). Le prestataire réalisant le prélèvement précise la localisation du point de prélèvement dans son rapport. Les valeurs limites d'émission applicables à l'installation sont celles de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/07/1998. Un arrêté complémentaire est proposé en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales – Traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le site n'est équipé que d'un débourbeur / séparateur situé en aval de la zone de lavage des véhicules. Le personnel rencontré le jour de la visite n'a pas su fournir les éventuels justificatifs de maintenance, vidange ou nettoyage de l'équipement.</p> <p>L'équipement était rempli pratiquement jusqu'à hauteur de la plaque d'égout et à plus de la moitié du volume. Les eaux présentent au sein de l'équipement sont noires et chargées en particules.</p> <p><u>Non-conformité 2022-02 :</u> Le seul séparateur d'hydrocarbures est rempli à plus de la moitié de son volume et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un entretien particulier de l'équipement. Le dimensionnement de l'équipement n'a pas pu être justifié au regard des débits d'eaux susceptibles d'être pris en charge par l'équipement.</p> <p><u>Demande de l'Inspection :</u> L'exploitant transmet, sous un mois, le justificatif de vidange et de nettoyage de l'équipement. Il fournit les justificatifs du bon dimensionnement de l'équipement au regard de l'usage qui en est fait.</p> <p>Le jour de l'inspection, la présence d'un bidon vide de lave-glace hiver a été observée au niveau de la zone de lavage des véhicules. Or, le réseau d'eau de la station de lavage des véhicules est directement relié au réseau des eaux pluviales de l'installation. Cette configuration est tolérée, dans la mesure où des eaux de lavage ne répondent pas à la définition d'eaux pluviales, du fait de la présence du séparateur / débourbeur qui permet le traitement des eaux en MES (matières en suspension) et hydrocarbures (s'il est correctement entretenu et dimensionné). Il n'est pas prévu pour assurer le traitement d'autres substances. Ainsi, l'utilisation de produits à des fins de lavage des véhicules ou l'utilisation de la zone à d'autres fins que le lavage doit être proscrite. Par ailleurs, s'agissant d'eaux qui ne répondent pas à la définition d'eaux pluviales, il convient de réaliser une analyse de ces eaux avant mélange aux eaux pluviales afin d'en qualifier l'état avant dilution.</p> <p>La lagune par où transite une partie des eaux pluviales du site est équipée d'un bulleur pour assurer un mélange des eaux. La décantation des matières en suspension semble donc peu probable au sein de cet ouvrage. Par ailleurs, aucun traitement n'est assuré sur le réseau des eaux pluviales qui transitent à l'Ouest du site.</p> <p>En fonction des résultats des analyses des eaux pluviales rejetées par l'installation et des eaux de lavage, des suites pourront être proposées visant à assurer un traitement adéquat des eaux pluviales du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet